

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Aubert

Code géographique : 17055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières S5

États financiers consolidés audités S6 - S25

Renseignements consolidés non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S34

Autres renseignements financiers non audités S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières S54

Données prévisionnelles S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), LINDA DUBÉ (SEC. TRES. PAR INTÉRIM), atteste la véracité du rapport financier consolidé de Saint-Aubert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Saint-Aubert pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-20.
(Date)

[Originale signée]

Signature

Date

2017-05-15

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Aubert et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Aubert et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Aubert inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A110424

Saint-Jean-Port-Joli

DATE 2017-05-15

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	2 004 450	2 092 473	2 119 493				2 119 493	
2 Compensations tenant lieu de taxes	5 841	5 864	5 073			7 117	5 073	
3 Quotes-parts								
4 Transferts	197 733	186 088	182 174				182 174	
5 Services rendus	141 031	113 192	176 552			10 577	176 734	
6 Imposition de droits	42 170	41 710	60 429				60 429	
7 Amendes et pénalités	10 473	5 000	5 750				5 750	
8 Revenus de placements de portefeuille								
9 Autres revenus d'intérêts	12 823	6 750	12 757			232	12 989	
10 Autres revenus	28 593		89 883				89 883	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	2 443 114	2 451 077	2 652 111			17 926	2 652 525	
Investissement								
13 Taxes								
14 Quotes-parts								
15 Transferts			15 000				15 000	
16 Autres revenus			(3 453)				(3 453)	
17 Contributions des promoteurs Autres	84 675							
18 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales								
19	84 675		11 547				11 547	
20	2 527 789	2 451 077	2 663 658			17 926	2 664 072	
Charges								
21 Administration générale	445 989	529 757	546 983		11 004	7 102	565 089	
22 Sécurité publique	226 492	244 193	225 788		53 439		279 227	
23 Transport	638 312	557 916	595 179		170 737		765 916	
24 Hygiène du milieu	389 779	430 852	404 310		169 972	6 950	563 720	
25 Santé et bien-être	23 968	43 584	41 451				41 451	
26 Aménagement, urbanisme et développement	151 188	137 750	277 676		23 276		300 952	
27 Loisirs et culture	204 252	180 021	158 417		45 625		204 042	
28 Réseau d'électricité								
29 Frais de financement	67 913	65 004	63 411			817	64 228	
30 Effet net des opérations de restructuration								
31 Amortissement des immobilisations	468 934		474 053		474 053			
32	2 616 827	2 189 077	2 787 268			14 869	2 784 625	
33	(89 038)	262 000	(123 610)			3 057	(120 553)	
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(89 038)	262 000	(123 610)	3 057	(120 553)	
Moins: revenus d'investissement	2	(84 675)		(11 547)		(11 547)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(173 713)	262 000	(135 157)	3 057	(132 100)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations	4	468 934		474 053	2 130	476 183	
Amortissement	5			5 092		5 092	
Produit de cession	6			(1 283)		(1 283)	
(Gain) perte sur cession	7						
Réduction de valeur / Reclassement	8	468 934		477 862	2 130	479 992	
Propriétés destinées à la revente	9	41 805		150 599		150 599	
Coût des propriétés vendues	10						
Réduction de valeur / Reclassement	11	41 805		150 599		150 599	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissements et participations dans des entreprises municipales et des partenariats	12						
Remboursement ou produit de cession	13						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	14						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(172 915)	168 000	161 338	1 993	163 331	
	18	(172 915)	(168 000)	(161 338)	(1 993)	(163 331)	
Affectations	19	(135 759)	84 000	154 607	54	154 661	
Activités d'investissement	20						
Excédent (déficit) accumulé	21						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	(10 000)	(10 000)	57 000	5 003	62 003	
Excédent de fonctionnement affecté	23			(10 000)	(4 483)	(10 000)	
Réserves financières et fonds réservés	24	(11 000)		(12 700)		(17 183)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	26	(156 759)	(94 000)	(120 307)	466	(119 841)	
	27	181 065	(262 000)	346 816	603	347 419	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	28	7 352		211 659	3 660	215 319	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	84 675		11 547		11 547	11 547
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(9 306)	()	(2 675)	()	()	2 675)
Sécurité publique	3	(6 130)	()	(3 670)	()	()	3 670)
Transport	4	(70 614)	84 000	(74 801)	()	()	74 801)
Hygiène du milieu	5	(2 048)	()	(14 574)	54	()	14 628)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(886)	()	(1 443)	()	()	1 443)
Loisirs et culture	8	(146 923)	()	(170 691)	()	()	170 691)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(235 907)	84 000	(267 854)	54	()	267 908)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	(15 725)	()	()	15 725)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13						
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	135 759	84 000	154 607	54		154 661
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	31 395		6 425			6 425
Excédent de fonctionnement affecté	16			51 000			51 000
Réserves financières et fonds réservés	17			60 000			60 000
	18	167 154	84 000	272 032	54		272 086
	19	(68 753)		(11 547)			(11 547)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	15 922					

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(89 038)	262 000	(123 610)	3 057	(120 553)	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(235 907)	84 000	(267 854)	54	(267 908)	
Produit de cession	3			5 092		5 092	
Amortissement	4	468 934		474 053	2 130	476 183	
(Gain) perte sur cession	5			(1 283)		(1 283)	
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	233 027	(84 000)	210 008	2 076	212 084	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	41 805		134 874		134 874	
Variation des stocks de fournitures	9	(21 278)		(3 341)		(3 341)	
Variation des autres actifs non financiers	10	21 155		(14 103)	(1)	(14 104)	
	11	41 682		117 430	(1)	117 429	
	12	185 671	178 000	203 828	5 132	208 960	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	185 671	178 000	203 828	5 132	208 960	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice							
Solde déjà établi	15	(1 879 258)		(1 693 596)	(91 036)	(1 784 632)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(9)		2	(2)		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17						
Solde redressé	18	(1 879 267)		(1 693 594)	(91 038)	(1 784 632)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(1 693 596)		(1 489 766)	(85 906)	(1 575 672)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2015		2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
1 Encaisse	516 079	587 487	51 297	638 784
2 Débiteurs (note 5)	340 430	296 165	1 586	297 751
3 Prêts (note 6)				
4 Placements de portefeuille (note 7)				
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)				
7 Autres actifs financiers (note 9)				
8	856 509	883 652	52 883	936 535
PASSIFS				
9 Découvert bancaire				
10 Emprunts temporaires (note 10)				
11 Créiteurs et charges à payer (note 11)	179 119	170 990	113 637	284 627
12 Revenus reportés (note 12)	61 295	64 233		64 233
13 Dette à long terme (note 13)	2 309 691	2 138 195	25 152	2 163 347
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)				
15	2 550 105	2 373 418	138 789	2 512 207
16	(1 693 596)	(1 489 766)	(85 906)	(1 575 672)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
17 Immobilisations (note 15)	7 215 450	7 005 442	38 465	7 043 907
18 Propriétés destinées à la revente (note 16)	186 583	51 709		51 709
19 Stocks de fournitures	35 409	38 750	1 504	40 254
20 Autres actifs non financiers (note 17)	23 818	37 921	40	37 961
21	7 461 260	7 133 822	40 009	7 173 831
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	50 188	289 678	33 155	322 833
23 Excédent de fonctionnement affecté	269 109	126 858	5 108	131 966
24 Réserves financières et fonds réservés	362 299	312 296		312 296
25 (Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	277 700 ) (	265 000 ) (	97 473 ) (	362 473)
26 Financement des investissements en cours				
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 363 768	5 180 224	13 313	5 193 537
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés				
29	5 767 664	5 644 056	(45 897)	5 598 159

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(89 038)	(123 610)	3 057	(120 553)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	468 934	474 053	2 130	476 183
Autres					
- Variation conso	3	(9)	2	(2)	
- Cession d'immobilisation	4		(1 283)		(1 283)
	5	379 887	349 162	5 185	354 347
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	31 968	44 265	(80)	44 185
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	17 997	(8 129)	(4 705)	(12 834)
Revenus reportés	9	28 303	2 938		2 938
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	11	41 805	134 874		134 874
Stocks de fournitures	12	(21 278)	(3 341)		(3 341)
Autres actifs non financiers	13	21 155	(14 103)	(1)	(14 104)
	14	499 837	505 666	399	506 065
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(235 907)	(267 854)	(54)	(267 908)
Produit de cession	16		5 092		5 092
	17	(235 907)	(262 762)	(54)	(262 816)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	()	()	()	()
Cession	21				
	22				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23				
Remboursement de la dette à long terme	24	(183 915)	(174 038)	(1 993)	(176 031)
Variation nette des emprunts temporaires					
à long terme	26	2 542	2 542		2 542
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(181 373)	(171 496)	(1 993)	(173 489)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	82 557	71 408	(1 648)	69 760
Solde déjà établi	31	433 522	516 079	52 945	569 024
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	433 522	516 079	52 945	569 024
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	516 079	587 487	51 297	638 784

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016	Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Rémunération	1 592 018	719 063	677 843	686 724
Charges sociales	2 116 058	129 695	131 099	132 531
Biens et services	3 1 111 168	944 687	1 166 047	1 150 144
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4 63 788	59 904	59 360	60 177
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8 4 125	5 100	4 051	4 051
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux	9			
Quotes-parts	239 670	287 848	236 828	236 828
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes	12			
Transferts	13 20 780	20 780	20 349	20 349
Autres	14			
Amortissement des immobilisations	468 934	474 053	2 130	476 183
Autres				
- subventions part et entr.	15 21 066	22 000	17 638	17 638
-	16			
-	17			
18	2 616 827	2 189 077	2 787 268	2 784 625

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015
Revenus			
Taxes	1	2 119 493	2 004 450
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 073	5 841
Quotes-parts	3		
Transferts	4	197 174	197 733
Services rendus	5	176 734	151 715
Imposition de droits	6	60 429	42 170
Amendes et pénalités	7	5 750	10 473
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	12 989	13 096
Autres revenus	10	86 430	115 184
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	2 664 072	2 540 662
Charges			
Administration générale	14	565 089	469 108
Sécurité publique	15	279 227	281 762
Transport	16	765 916	807 042
Hygiène du milieu	17	563 720	561 358
Santé et bien-être	18	41 451	24 092
Aménagement, urbanisme et développement	19	300 952	173 957
Loisirs et culture	20	204 042	241 047
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	64 228	68 791
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	2 784 625	2 627 157
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(120 553)	(86 495)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	5 718 712	5 805 218
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		(11)
Solde redressé	28	5 718 712	5 805 207
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	5 598 159	5 718 712

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(120 553)	(86 495)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(267 908)	(235 907)
Produit de cession	3	5 092	1 916
Amortissement	4	476 183	473 826
(Gain) perte sur cession	5	(1 283)	(1 916)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	212 084	237 919
Variation des propriétés destinées à la revente	8	134 874	41 805
Variation des stocks de fournitures	9	(3 341)	(21 275)
Variation des autres actifs non financiers	10	(14 104)	21 154
	11	117 429	41 684
	12	208 960	193 108
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	208 960	193 108
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(1 784 632)	(1 977 728)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(12)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(1 784 632)	(1 977 740)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(1 575 672)	(1 784 632)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 638 784	569 024
Débiteurs (note 5)	2 297 751	341 936
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 936 535	910 960
PASSIFS		
Découvert bancaire	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 284 627	297 461
Revenus reportés (note 12)	12 64 233	61 295
Dette à long terme (note 13)	13 2 163 347	2 336 836
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15 2 512 207	2 695 592
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16 (1 575 672)	(1 784 632)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17 7 043 907	7 255 991
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18 51 709	186 583
Stocks de fournitures	19 40 254	36 913
Autres actifs non financiers (note 17)	20 37 961	23 857
	21 7 173 831	7 503 344
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22 5 598 159	5 718 712

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(120 553)	(86 495)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	476 183	473 826
Autres			
- Variation conso	3		(12)
- Cession d'immobilisation	4	(1 283)	(1 916)
	5	354 347	385 403
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	44 185	31 709
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(12 834)	14 405
Revenus reportés	9	2 938	28 303
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	134 874	41 805
Stocks de fournitures	12	(3 341)	(21 275)
Autres actifs non financiers	13	(14 104)	21 154
	14	506 065	501 504
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(267 908)	(235 907)
Produit de cession	16	5 092	1 916
	17	(262 816)	(233 991)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(176 031)	(185 864)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	2 542	2 542
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(173 489)	(183 322)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	69 760	84 191
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	569 024	484 833
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	569 024	484 833
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	638 784	569 024

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec depuis le 10 juin 1857.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles auquel elle participe dans une proportion de 10,95 % (10,95 % en 2015). Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale de l'Islet-Montmagny, auquel la municipalité participe dans une proportion de 3,89 % (3,86 % en 2015) n'a pas été consolidée dû au faible impact qu'elle aurait eu sur les états financiers dans leur ensemble.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La municipalité prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes utilisés.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Taux

Infrastructures	de 2,5 % à 10 %
Bâtiments	de 2,5 % à 3,33 %
Véhicules	de 5 % à 10 %
Machinerie, outillage et équipement divers	de 5 % à 14,29 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 % à 33 %
Améliorations locatives	6,67 %

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement : le montant correspondant aux flux actualisés des coûts de postfermeture.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	444 262	569 024
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	85 637	96 799
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	100 150	73 386
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	12 454	15 155
Organismes municipaux	7	12 800	5 839
Autres			
- Divers clients	8	81 587	143 512
- intérêts	9	5 123	7 245
	10	297 751	341 936
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11		
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (_____)	(_____)
	28	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32 12 049	8 384
Régimes de retraite des élus municipaux	33	
	34	
	12 049	8 384
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	
Note		
10. Emprunts temporaires		
La municipalité bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 750 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,50 % et est renégociable annuellement. Au 31 décembre 2016, le taux est de 3,2 %. (3,2 % en 2015)		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	38 82 199	97 227
Salaires et avantages sociaux	39 40 282	34 379
Dépôts et retenues de garantie	40 2 812	
Provision pour contestations d'évaluation	41	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42 110 820	115 303
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	
Autres		
- Gouvernements et org. mun.	44 21 685	23 531
- Dû sur immob	45 18 154	17 769
- Intérêts courus	46 8 675	9 252
-	47	
-	48	
	49	
	284 627	297 461
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	50 64 233	56 503
Transferts	51	
Fonds parcs et terrains de jeux	52	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54	
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
- projet usine de filtration	56	4 792
-	57	
-	58	
-	59	
	60	
	64 233	61 295

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,10	2,85	2018	2019	61	2 111 552	2 281 546
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux	2,86	2,86	2019	2019	66	55 527	61 564
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres					68		
					69	2 167 079	2 343 110
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(3 732)	(6 274)
					71	2 163 347	2 336 836

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	197 852	88	97	6 100	105	203 952
2018	73	81	757 800	89	98	6 100	106	763 900
2019	74	82	1 155 900	90	99	43 327	107	1 199 227
2020	75	83		91	100		108	
2021	76	84		92	101		109	
2022 et +	77	85		93	102		110	
	78	86	2 111 552	94	103	55 527	111	2 167 079
Intérêts et frais accessoires				95			112	
	79	87	2 111 552	96	104	55 527	113	2 167 079

Note

		2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(1 575 672)	(1 784 632)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	()	()
	117	(1 575 672)	(1 784 632)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	118	2 791 853	146		173	4 791	200		2 787 062
Eaux usées	119	2 537 885	147	7 848	174		201		2 545 733
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	4 162 023	148	59 303	175	(1 431)	202		4 222 757
Autres	121	637 547	149		176	(411)	203		637 958
Réseau d'électricité	122		150		177		204		
Bâtiments	123	1 323 636	151	124 931	178	(170 339)	205		1 618 906
Améliorations locatives	124		152		179		206		
Véhicules	125	1 399 984	153	22 721	180		207		1 422 705
Ameublement et équipement de bureau	126	233 400	154	4 094	181		208		237 492
Machinerie, outillage et équipement divers	127	542 509	155	10 968	182	(2 886)	209		556 363
Terrains	128	742 038	156		183	(49 309)	210		791 347
Autres	129		157		184		211		
	130	<u>14 370 875</u>	158	<u>229 865</u>	185	<u>(219 583)</u>	212		<u>14 820 323</u>
Immobilisations en cours	131	<u>323 916</u>	159	<u>38 043</u>	186	<u>224 915</u>	213		<u>137 044</u>
	132	<u>14 694 791</u>	160	<u>267 908</u>	187	<u>5 332</u>	214		<u>14 957 367</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	133	1 758 556	161	69 821	188	1 198	215		1 827 179
Eaux usées	134	1 355 880	162	70 115	189		216		1 425 995
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	1 687 413	163	129 891	190		217		1 817 304
Autres	136	466 657	164	25 459	191		218		492 116
Réseau d'électricité	137		165		192		219		
Bâtiments	138	587 539	166	42 461	193	(1)	220		630 001
Améliorations locatives	139		167		194		221		
Véhicules	140	907 742	168	108 131	195	(1)	222		1 015 874
Ameublement et équipement de bureau	141	213 016	169	8 455	196		223		221 469
Machinerie, outillage et équipement divers	142	461 997	170	21 850	197	325	224		483 522
Autres	143		171		198		225		
	144	<u>7 438 800</u>	172	<u>476 183</u>	199	<u>1 523</u>	226		<u>7 913 460</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>7 255 991</u>					227		<u>7 043 907</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	228		231		233		235		
Amortissement cumulé	229	()	232	()	234	()	236	()	
Valeur comptable nette	230						237		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238	51 709	186 583
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240		
	241	51 709	186 583
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	51 709	186 583
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurance payée d'avance	244	23 910	23 857
- logiciels payés d'avance	245	14 051	
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	37 961	23 857
Note			

18. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec.

La municipalité s'est engagée par résolution à verser un montant total de 9 043 \$ en 2017 pour du déneigement.

La municipalité s'est engagée à verser des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) pour un montant de 663 \$ en 2017.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute des renseignements nécessaires.

22. Instruments financiers

S.O.

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250 638 784	251 569 024
Découvert bancaire	251 ()	252 ()
<i>Ajouter</i>		
-	252	
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256 ()	257 ()
-	257 ()	258 ()
-	258 ()	259 ()
-	259 ()	260 ()
-	260 ()	261 ()
-	261 ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262 638 784	263 569 024
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	<u>267</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	<u>270</u>
Autres charges	271
	<u>272</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	273
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()
	<u>279</u>		
	<u>280</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281
Revenus reportés	282
Dette à long terme	283
	<u>284</u>

Solde du Fonds local d'investissement	285
--	------------

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	<u>289</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	293

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	296
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	299

Excédent (déficit) de l'exercice 300

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301
Placements de portefeuille	302
Débiteurs	303
Prêts aux entreprises	304
Provision pour moins-value	305 () ()
	306
	307

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	311

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	314

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	317

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26	Flux de trésorerie	2016	2015
	Intérêts payés au cours de l'exercice	60 754	65 483
	Intérêts reçus au cours de l'exercice	15 111	10 946

27 Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	322 833	84 793
Excédent de fonctionnement affecté	2	131 966	274 112
Réserves financières et fonds réservés	3	312 296	362 299
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	362 473 ) (	379 656)
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 193 537	5 377 164
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 598 159	5 718 712
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	289 678	50 188
Organismes contrôlés ¹	10	33 155	34 605
	11	322 833	84 793
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		
- Récupération	13		34 251
- Caserne	14	358	108 358
- Lit séchage	15	126 500	126 500
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	126 858	269 109
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Budget	22	5 108	5 003
-	23		
-	24		
	25	5 108	5 003
	26	131 966	274 112
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	10 000	60 003
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	302 296	302 296
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-	41		
	42	312 296	362 299
	43	312 296	362 299

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 (	97 473) (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () (
Autres	53 () (
-	54 () (
-	55 (	97 473) (
	56 () (
	57 () (
	58 () (
	59 () (
	60 () (
	61 () (
	62 () (
	63 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () (
Intérêts sur la dette à long terme	57 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 () (
Autres	61 () (
-	62 () (
-	63 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres	67 () (
- Autre financement	68 (	265 000) (
-	69 () (
	70 (	265 000) (
	71 () (
	72 () (
	73 () (
	74 () (
	75 (	362 473) (
	76 () (
	77 () (
	78 () (
	79 () (
	80 () (
	81 () (
	82 () (
	83 () (
	84 () (
	85 () (
	86 () (
	87 () (
	88 () (
	89 () (
	90 () (
	91 () (
	92 () (
	93 () (
	94 () (
	95 () (
	96 () (
	97 () (
	98 () (
	99 () (
	100 () (
	101 () (
	102 () (
	103 () (
	104 () (
	105 () (
	106 () (
	107 () (
	108 () (
	109 () (
	110 () (
	111 () (
	112 () (
	113 () (
	114 () (
	115 () (
	116 () (
	117 () (
	118 () (
	119 () (
	120 () (
	121 () (
	122 () (
	123 () (
	124 () (
	125 () (
	126 () (
	127 () (
	128 () (
	129 () (
	130 () (
	131 () (
	132 () (
	133 () (
	134 () (
	135 () (
	136 () (
	137 () (
	138 () (
	139 () (
	140 () (
	141 () (
	142 () (
	143 () (
	144 () (
	145 () (
	146 () (
	147 () (
	148 () (
	149 () (
	150 () (
	151 () (
	152 () (
	153 () (
	154 () (
	155 () (
	156 () (
	157 () (
	158 () (
	159 () (
	160 () (
	161 () (
	162 () (
	163 () (
	164 () (
	165 () (
	166 () (
	167 () (
	168 () (
	169 () (
	170 () (
	171 () (
	172 () (
	173 () (
	174 () (
	175 () (
	176 () (
	177 () (
	178 () (
	179 () (
	180 () (
	181 () (
	182 () (
	183 () (
	184 () (
	185 () (
	186 () (
	187 () (
	188 () (
	189 () (
	190 () (
	191 () (
	192 () (
	193 () (
	194 () (
	195 () (
	196 () (
	197 () (
	198 () (
	199 () (
	200 () (
	201 () (
	202 () (
	203 () (
	204 () (
	205 () (
	206 () (
	207 () (
	208 () (
	209 () (
	210 () (
	211 () (
	212 () (
	213 () (
	214 () (
	215 () (
	216 () (
	217 () (
	218 () (
	219 () (
	220 () (
	221 () (
	222 () (
	223 () (
	224 () (
	225 () (
	226 () (
	227 () (
	228 () (
	229 () (
	230 () (
	231 () (
	232 () (
	233 () (
	234 () (
	235 () (
	236 () (
	237 () (
	238 () (
	239 () (
	240 () (
	241 () (
	242 () (
	243 () (
	244 () (
	245 () (
	246 () (
	247 () (
	248 () (
	249 () (
	250 () (
	251 () (
	252 () (
	253 () (
	254 () (
	255 () (
	256 () (
	257 () (
	258 () (
	259 () (
	260 () (
	261 () (
	262 () (
	263 () (
	264 () (
	265 () (
	266 () (
	267 () (
	268 () (
	269 () (
	270 () (
	271 () (
	272 () (
	273 () (
	274 () (
	275 () (
	276 () (
	277 () (
	278 () (
	279 () (
	280 () (
	281 () (
	282 () (
	283 () (
	284 () (
	285 () (
	286 () (
	287 () (
	288 () (
	289 () (
	290 () (
	291 () (
	292 () (
	293 () (
	294 () (
	295 () (
	296 () (
	297 () (
	298 () (
	299 () (
	300 () (
	301 () (
	302 () (
	303 () (
	304 () (
	305 () (
	306 () (
	307 () (
	308 () (
	309 () (
	310 () (
	311 () (
	312 (

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76	
Investissements à financer	77 () ()	
	78	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79	7 043 907
Propriétés destinées à la revente	80	51 709
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84	7 095 616
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85	2 163 347
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	3 732
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 () ()	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (265 000) (277 700)	
	90	1 902 079
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92	1 902 079
	93	5 193 537
		2 336 836
		6 274
		186 583
		7 442 574
		2 065 410
		5 377 164

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements			

	2016	2015
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	21 _____	_____
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	27 _____	_____
Autres	28 _____	_____
-	29 _____	_____
-	30 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 _____	_____
Rendement espéré des actifs	33 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 _____	_____
Charge de l'exercice	35 _____	_____
	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

2016

2015

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)

Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	() ()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	12 049	8 384

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dettes à long terme	1	2 138 195
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	302 296
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 835 899
<hr/>		
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	24 532
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	1 860 431
<hr/>		
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	70 589
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	1 931 020
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	1 931 020
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 722 069	1 742 187	1 742 187	1 637 147
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	15 973	14 720	14 720	12 857
	9	1 738 042	1 756 907	1 756 907	1 650 004
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	45 738	47 116	47 116	45 738
Égout	11	66 780	67 650	67 650	65 657
Traitement des eaux usées	12	52 500	50 240	50 240	46 825
Matières résiduelles	13	148 785	150 258	150 258	149 555
Autres					
-Sécurité incendie	14	40 628	40 598	40 598	40 452
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		6 724	6 724	6 219
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	354 431	362 586	362 586	354 446
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	354 431	362 586	362 586	354 446
	26	2 092 473	2 119 493	2 119 493	2 004 450

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	4 000	3 390	3 390
	35	4 000	3 390	3 641
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	4 000	3 390	3 390
				3 641
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	756	575	575
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	1 108	1 108	1 108
Taxes d'affaires	43			
	44	1 864	1 683	1 683
				2 200
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	5 864	5 073	5 073
				5 841

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	4 237	4 237	
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	139 088	129 088	129 088
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	47 000		20 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	13 331	13 331	12 498
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	345	345	
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	186 088	147 001	147 001
				161 586

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	15 000	15 000	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	15 000	15 000	

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	35 173	35 173	36 147
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	35 173	35 173	36 147
TOTAL DES TRANSFERTS	139	186 088	197 174	197 733

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142		116	114
	143		116	114
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	4 683	4 683	5 789
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	4 683	4 683	5 789
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	2 271	2 271	772
Enlèvement de la neige	150	1 796	1 796	300
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	4 067	4 067	1 072
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	29 351	27 908	37 381
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	25 775	27 068	24 823
Tri et conditionnement	161	2 400		
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	57 526	54 976	62 204
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	57 526	63 726	69 179

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	3 800	3 800	4 111
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	2 206	288	3 366
Hygiène du milieu	190	36 860	38 447	44 368
Santé et bien-être	191	1 000	45 697	780
Aménagement, urbanisme et développement	192		2 650	3 887
Loisirs et culture	193	15 600	22 010	26 024
Réseau d'électricité	194			
	195	55 666	112 826	82 536
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	113 192	176 552	151 715
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	8 210	8 135	7 946
Droits de mutation immobilière	198	33 500	52 294	34 224
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	41 710	60 429	42 170
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 000	5 750	10 473
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	6 750	12 757	13 096
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		1 283	1 916
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		81 025	22 775
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		(3 453)	84 675
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212		7 575	5 818
	213		86 430	115 184
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	67 221	57 083	57 083	57 504	61 378
Grefe et application de la loi	2	2 400	27 557	27 557	27 557	5 135
Gestion financière et administrative	3	391 185	373 757	11 004	391 442	329 291
Évaluation	4	60 474	60 474	60 474	60 474	65 607
Gestion du personnel	5	1 000	21 086	21 086	21 086	1 014
Autres	6					
- Assurances et dons	7	7 477	7 026	7 026	7 026	6 683
-	8	529 757	546 983	11 004	557 987	469 108
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	142 780	149 504	149 504	149 504	146 435
Sécurité incendie	10	100 693	76 087	53 439	129 526	135 309
Sécurité civile	11	220	197	197	197	18
Autres	12	500				
	13	244 193	225 788	53 439	279 227	281 762
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	285 468	356 818	146 776	503 594	522 562
Enlèvement de la neige	15	254 033	221 261	23 508	244 769	265 656
Éclairage des rues	16	12 310	11 412	453	11 865	12 810
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	6 105	5 688		5 688	6 014
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	557 916	595 179	170 737	765 916	807 042

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	34 445	31 602	24 608	56 210	56 892
Réseau de distribution de l'eau potable	24	8 425	4 204	45 862	50 066	51 969
Traitement des eaux usées	25	134 960	130 655	53 586	184 241	163 415
Réseaux d'égout	26	41 912	32 535	16 056	48 591	57 615
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	53 750	52 210	29 100	81 310	74 560
Élimination	28	64 550	64 941		64 941	71 077
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	42 806	41 954		41 954	39 111
Tri et conditionnement	30	24 302	23 409		23 409	23 618
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs						
Autres	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	4 190	3 143	404	3 547	4 073
Protection de l'environnement	38	21 512	19 657	356	20 013	19 028
Autres	39					
	40	430 852	404 310	169 972	574 282	563 720
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	33 360	34 117		34 117	11 171
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	10 224	7 334		7 334	12 921
	44	43 584	41 451		41 451	24 092
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	72 973	77 311	651	77 962	60 223
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	14 792	3 948		3 948	726
Autres biens	47	6 100	152 532	17 921	170 453	62 764
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	41 385	41 385	4 090	45 475	47 744
Tourisme	49	2 500	2 500	614	3 114	2 500
Autres	50					
Autres	51					
	52	137 750	277 676	23 276	300 952	173 957

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	78 931	75 288	90 631	90 631	104 447
Patinoires intérieures et extérieures	54	21 777	19 046	22 596	22 596	22 831
Piscines, plages et ports de plaisance	55	11 020	8 194	8 194	8 194	7 850
Parcs et terrains de jeux	56	32 838	26 301	45 687	45 687	67 876
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	10 300	8 910	8 910	8 910	7 014
	60	154 866	137 739	38 279	176 018	210 018
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	17 955	16 130	7 346	23 476	24 022
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	7 200	4 548	4 548	4 548	7 007
	66	25 155	20 678	7 346	28 024	31 029
	67	180 021	158 417	45 625	204 042	241 047
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	59 904	59 360		60 177	64 666
Autres frais	70					
Autres frais de financement	71					
Avantages sociaux futurs	72	5 100	4 051	4 051	4 051	4 125
Autres	73	65 004	63 411	63 411	64 228	68 791
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		474 053 (	474 053)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Municipalité de Saint-Aubert (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

CPA auditeur CA, permis de comptabilité publique no A110424

Saint-Jean-Port-Joli

DATE 2017-05-15

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 122 144</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	2 651
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>2 119 493</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	2 119 493
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>2 119 493</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	6 724	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>6 724</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>2 112 769</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>183 152 100</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>183 748 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>183 450 350</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 112 769</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>183 450 350</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="7"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	<u> </u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	<u> </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		7 848	7 848
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 000	59 303	59 303
Ponts, tunnels et viaducs	7		38 041	38 041
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			7 763
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 500		51 047
Édifices communautaires et récréatifs	14		124 931	124 931
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		22 721	58 314
Ameublement et équipement de bureau	18	6 000	4 095	13 058
Machinerie, outillage et équipement divers	19	50 500	10 915	8 900
Terrains	20			94 168
Autres	21			
	22	84 000	267 854	267 908
				235 907

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		7 848	7 848
Autres infrastructures	27		97 344	97 344
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		162 662	162 716
	34		267 854	267 908
				235 907

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 281 546		169 994	2 111 552
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	61 564		6 037	55 527
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	2 343 110		176 031	2 167 079
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	302 296			302 296
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 040 814		176 031	1 864 783
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 343 110		176 031	2 167 079
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	2 343 110		176 031	2 167 079
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	2 343 110		176 031	2 167 079

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	10 431	10 431	10 720
Évaluation	2	60 474	60 474	65 607
Autres	3	72 082	72 082	69 003
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	17 713	17 713	17 744
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	34 445		
Matières résiduelles	12	13 206	13 331	13 906
Cours d'eau	13	2 765	2 765	2 861
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	10 750		
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	18 647	18 647	16 139
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	41 385	41 385	43 690
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	5 950		
Réseau d'électricité				
	24			
	25	287 848	236 828	239 670

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1	1,85	40,00	3 948,35	124 112	30 288	154 400
2						
3	42,39	35,00	11 652,26	259 623	49 934	309 557
4	5,43	40,00	11 643,25	241 669	49 766	291 435
5						
6	17,00	2,00	845,24	30 583	1 436	32 019
7						
8	66,67		28 089,10	655 987	131 424	787 411
9	6,50			37 843	1 867	39 710
10	73,17			693 830	133 291	827 121

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Gouvernement du Québec			MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada		
11					
Transport en commun					
Eau et égout					
12					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
13					
Réseau de distribution de l'eau potable					
14					
Traitement des eaux usées					
15					
Réseaux d'égout	177 937	15 000		4 237	197 174
16					
Autres	177 937	15 000		4 237	197 174
17					

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Greffé et application de la loi	1 27 557 27	53	27 557 79	105	27 557	131
Évaluation	2 60 474 28	54	60 474 80	106	60 474	132
Autres	3 458 952 29	11 004 55	469 956 81	(635) 107	470 591	3 489
	4 546 983 30	11 004 56	557 987 82	(635) 108	558 622	3 489
Sécurité publique						
Police	5 149 504 31	57	149 504 83	109	149 504	135
Sécurité incendie	6 76 087 32	53 439 58	129 526 84	4 683 110	124 843	136
Sécurité civile	7 197 33	59	197 85	111	197	137
Autres	8 5 688 39	60	5 688 86	112	5 688	138
	9 225 788 35	53 439 61	279 227 87	4 683 113	274 544	139
Transport						
Réseau routier	10 356 818 36	146 776 62	503 594 88	2 271 114	501 323	140
Voirie municipale	11 221 261 37	23 508 63	244 769 89	1 796 115	242 973	141
Enlèvement de la neige	12 11 412 38	453 64	11 865 90	288 116	11 577	142
Autres	13 5 688 39	65	5 688 91	117	5 688	143
Transport collectif	14 40	66	92	118		144
Autres	15 595 179 41	170 737 67	765 916 93	4 355 119	761 561	145
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 31 602 42	24 608 68	56 210 94	120	56 210	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17 4 204 43	45 862 69	50 066 95	2 145 121	47 921	147
Traitement des eaux usées	18 130 655 44	53 586 70	184 241 96	36 155 122	148 086	148
Réseaux d'égout	19 32 535 45	16 056 71	48 591 97	123	48 591	149
Matières résiduelles	20 117 151 46	29 100 72	146 251 98	27 989 124	118 262	150
Déchets domestiques et assimilés	21 65 363 47	73	65 363 99	27 068 125	38 295	151
Matières recyclables	22 48	74	100	4 435 126	(4 435)	152
Autres	23 3 143 49	75	3 547 101	127	3 547	153
Cours d'eau	24 19 657 50	76	20 013 102	128	20 013	154
Protection de l'environnement	25 51	77	103	129		155
Autres	26 404 310 52	169 972 78	574 282 104	97 792 130	476 490	156
						23 958

ANALYSE DU CÔÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Charges		Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
		avant amortissement	+ 					
Santé et bien-être								
157	Logement social	34 117	172	187	34 117	45 697	(11 580)	232
158	Sécurité du revenu		173	188		203		233
159	Autres	7 334	174	189	7 334	204	7 334	234
160		41 451	175	190	41 451	205	(4 246)	235
Aménagement, urbanisme								
et développement								
161	Aménagement, urbanisme et zonage	77 311	176	651	77 962	206	75 312	236
162	Rénovation urbaine	156 480	177	17 921	174 401	207	174 401	237
163	Promotion et développement économique	43 885	178	4 704	48 589	208	48 589	238
164	Autres		179	194		209		239
165		277 676	180	23 276	300 952	210	298 302	240
Loisirs et culture								
166	Activités récréatives	137 739	181	38 279	176 018	211	154 008	241
167	Activités culturelles	16 130	182	7 346	23 476	212	23 476	242
168	Bibliothèques	4 548	183	198	4 548	213	4 548	243
169	Autres	158 417	184	45 625	204 042	214	182 032	244
170			185	200		215		245
Réseau d'électricité								
171		2 249 804	186	474 053	2 723 857	216	2 547 305	246
				201		231		63 411

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	15 987	
Charges sociales	2	2 192	
Biens et services	3	249 675	235 907
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	267 854	235 907

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	50 188	128 654
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	5	(3)
Solde redressé au début de l'exercice	3	50 193	128 651
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	211 659	7 352
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(6 425)	(31 395)
Excédent de fonctionnement affecté	7	34 251	(54 420)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	239 485	(78 463)
Solde à la fin de l'exercice	12	289 678	50 188
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	269 109	214 689
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	269 109	214 689
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(57 000)	
Activités d'investissement	17	(51 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(34 251)	54 420
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(142 251)	54 420
Solde à la fin de l'exercice	22	126 858	269 109
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	362 299	352 299
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(3)	
Solde redressé au début de l'exercice	25	362 296	352 299
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	10 000	10 000
Activités d'investissement	27	(60 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(50 000)	10 000
Solde à la fin de l'exercice	31	312 296	362 299

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(277 700)	(288 700)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(277 700)	(288 700)
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	12 700	11 000
Solde à la fin de l'exercice	39	(265 000)	(277 700)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40		(15 916)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		(6)
Solde redressé au début de l'exercice	42		(15 922)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43		15 922
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46		
	47		15 922
Solde à la fin de l'exercice	48		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	5 363 768	5 465 684
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		
Solde redressé au début de l'exercice	51	5 363 768	5 465 684
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55		
Variation résiduelle de l'exercice	56	(183 544)	(101 916)
Solde à la fin de l'exercice	57	5 180 224	5 363 768

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>100 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u> </u>
	5	<u>100 000</u>
Diminution	<u>6</u>	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>100 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0] , [9] [5] [0] [0] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

**TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 4 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2	2 | 7 | 5	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	1 | 0 | 2	,	5 | 0	\$
Matières résiduelles	5	1 | 5 | 5	,	0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 | | , | | | %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation services municipaux	,4700	1	
Sécurité incendie	28,0000	4	
Financement eau potable	45,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	2 651 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	663 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	95 006 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 000	22 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	<hr/>	
Facteur comparatif de 2016	31	<hr/>	
Valeur uniformisée	32	<hr/>	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input checked="" type="checkbox"/>	34 <input type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	<u>129 088 \$</u>	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	360 298 \$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	<u>360 298 \$</u>	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	<u>175-05-2017</u>	
b) Date d'adoption de la résolution	40	<u>2017-05-17</u>	

Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	1 763 987
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	15 033
	9	1 779 020

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	47 000
Égout	11	68 000
Traitement des eaux usées	12	50 000
Matières résiduelles	13	150 250
Autres		
- SECURITE INCENDIE	14	40 712
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	355 962
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	355 962
	26	2 134 982

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	3 500
	9	3 500

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	3 500

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	760
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 108
Taxes d'affaires	17	
	18	1 868

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	5 368

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 183.748.600 X 2	0.9600 /100\$ 3	1.763.987				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 X 5	/100\$ 6					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 X 8	/100\$ 9					
Immeubles non résidentiels	10 X 11	/100\$ 12					
Immeubles industriels	13 X 14	/100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 X 17	/100\$ 18					
Autres	19 X 20	/100\$ 21					
Immeubles agricoles	22 X 23	/100\$ 24					
Total			1.763.987	25 () 26 () 27 () 28 () 29			1.763.987
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 X 31	/100\$ 32					
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels	39 X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels	42 X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 X 46	/100\$ 47					
Autres	48 X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles	51 X 52	/100\$ 53					
Total				54 () 55 () 56 () 57 () 58			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25		26 () 27 ()	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54		55 () 56 ()	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61		62 () 63 ()	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 | 145 | ,00\$
Égout	2 | 275 | ,00\$
Eau et égout	3 | | , | \$
Traitement des eaux usées	4 | 102 | ,50\$
Matières résiduelles	5 | 155 | ,00\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation-services municipaux	0,4800	1	
Sécurité - incendie	28,0000	4	
Financement - eau potable	45,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 144 482</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	..... 9 500
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	<u>9 500</u>
Revenus de taxes	11	<u>2 134 982</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	2 134 982
Ajouter		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	<u>2 134 982</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	.....
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	<u>2 134 982</u>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 2 134 982

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 183 748 600

Taux global de taxation prévisionnel de 2017
(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$ 3 1 , 1 6 1 9 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales			
De secteur			
Autres			
	9		
	10		
	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette			
Autres			
	12		
	13		
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative			
Autres			
	14		
	15		
	16		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	100 820 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	2 198 504 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	182 700 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	57 050 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 14, rue des Loisirs
(no) (rue)
Saint-Aubert (Québec) G0R 2R0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 598-3368
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3369
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@saint-aubert.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Linda Dubé (par intérim)

Téléphone (418) 598-3368
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3369
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@saint-aubert.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables Professionnels Agréés

Adresse 114, avenue de Gaspé Est
(no) (rue)
Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 598-3331
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3332
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.donald@rcgt.com

Responsable du dossier M. Donald Boucher, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , LINDA DUBÉ , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Aubert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-17 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Aubert .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Aubert consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Aubert détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de (120 553) \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,1517 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-31 15:33:11

Date de transmission au Ministère : 2017/05/31